

Mise à disposition d'un système
de vote dématérialisé par internet,
services associés et expertise
indépendante du système de vote
dématérialisé

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**











Consultation n° 25048S

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	9
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	13
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	15
8. LITIGE ET SANCTIONS	17
9. FIN DU CONTRAT	19

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mise à disposition d'un système de vote dématérialisé par internet, services associés et expertise indépendante du système de vote dématérialisé
	Acheteur	Université Claude Bernard Lyon 1, Université Lumière Lyon 2 et Université Jean Moulin Lyon 3
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum multi-attributaires et mono-attributaire de services
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Rhône (69)
	Durée	12 mois renouvelable
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	Oui
	Variation des prix	Révisables
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 et CCAG Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mise à disposition d'un système de vote dématérialisé par internet, services associés et expertise indépendante du système de vote dématérialisé.

■ Lieu d'exécution :

L'exécution des prestations du présent accord-cadre aura lieu sur l'ensemble des sites **de chacun des membres du groupement**.

■ Contexte du marché :

Le présent accord-cadre porte sur la mise à disposition d'un système de vote dématérialisé par Internet et des services associés ainsi que l'expertise indépendante d'un système de vote dématérialisé par Internet en vue de l'organisation d'opérations électorales des établissements d'enseignement supérieur lyonnais constitués en groupement de commande décrit ci-après.

L'accord-cadre a pour vocation la définition, sur la période fixée à l'article 4 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), des termes régissant :

- la passation et l'exécution par les membres du groupement (ci-après désignés « Bénéficiaires ») des marchés conclus sur son fondement, ci-après désignés « Marchés Subséquents » (lot 1) ;
- les bons de commandes à émettre par les Bénéficiaires (lot 2).

Le présent CCAP est commun aux lots du présent accord-cadre, hormis les dispositions spécifiques à chacun des lots.

Le groupement de commande sans mandat est constitué des parties suivantes :

- L'Université Claude Bernard LYON 1 ;
- L'Université Lumière LYON 2 ;
- L'Université Jean Moulin LYON 3.

L'Université Claude Bernard Lyon 1 a été désignée coordonnateur de ce groupement de commande au sens de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique en charge de la gestion des opérations d'appel d'offres et de la sélection du titulaire de la présente consultation. A ce titre, elle remplit les fonctions de pouvoir adjudicateur.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement adhérent au groupement de commande, ainsi constitué, sera la personne habilitée à signer les marchés passés par ledit groupement et sera responsable de leur bonne exécution. Ainsi, chaque membre exécutera ensuite son propre marché. Un acte d'engagement par établissement sera établi, au stade de l'accord cadre.

■ **Exclusivité :**

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

Toutefois, pour l'ensemble des membres du groupement cette exclusivité ne s'applique pas au périmètre couvert par le marché du ministère relatif à l'organisation des élections professionnelles de 2026.

■ **Pièces contractuelles :**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement à compléter, dater et signer avec en annexe les acte(s) de sous-traitance ;
- le cahier des clauses administratives particulières ;
- Pour le lot 1 : le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- Pour le lot 2 : le CCAG Prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613> ;
- les réponses de l'acheteur aux questions posées par les candidats pendant la phase de consultation ;
- les réponses du titulaire aux questions posées par l'acheteur pendant la phase d'analyse des offres ;
- le cahier des clauses techniques particulières ;
- le cadre de réponse avec ses consignes ;
- les annexes financières.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations des autres pièces du marché.

Toute clause portée dans les documentations et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du ou des titulaires sont concernées par cette disposition.

■ **Pièces non contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- La charte des achats responsables ;
- La charte de la diversité.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte des établissements suivants, représentés par son ou sa Président(e) en exercice :

Université Claude Bernard Lyon 1	Université Lumière Lyon 2 18 quai Claude Bernard	Université Jean Moulin Lyon 3 1 C avenue des Frères Lumière
-------------------------------------	---	--

43, Boulevard du 11 novembre 1918 69 622 Villeurbanne	Lyon 69007	69008 Lyon
---	------------	------------

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

3.1. Nature et décomposition de la prestation

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Montants maximums pour la durée totale du marché :

Université Lyon 1 :
Lot 1 : 120 000 € HT
Lot 2 : 30 000 € HT

Université Lyon 2 :
Lot 1 : 240 000 € HT
Lot 2 : 80 000 € HT

Université Lyon 3 :
Lot 1 : 80 000 € HT
Lot 2 : 7 500 € HT

A titre indicatif et non contractuel, les montants HT de commandes des dernières années sont, par acheteur :

Lot 1 :

Acheteur	2021 - 2022	2023	2024
Université Lyon 1	56 250 €	38 850 €	7 900 €
Université Lyon 2	14 040 €	0 €	8 900 €
Université Lyon 3	0€	0 €	29 400 €

Lot 2 :

Acheteur	2021 - 2022	2023	2024
Université Lyon 1	10 150 €	5 5375 €	1 625 €

Université Lyon 2	3 250 €	0 €	2 150 €
Université Lyon 3	0 €	0 €	2 490 €

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

Type	Objet et forme
Lot 1	Mise à disposition d'un système de vote dématérialisé par Internet et prestations associées - à marchés subséquents sans minimum et avec maximum
Lot 2	Expertise indépendante du système de vote dématérialisé - à bons de commande sans minimum et avec maximum

Par dérogation à l'article R. 2113-1 du Code de la Commande publique, et en raison de la nécessaire indépendance du titulaire du lot 2 vis-à-vis des titulaires du lot 1, un même candidat ne peut soumissionner aux deux lots.

Conformément à l'article R. 2162-3 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est exécuté dans les conditions suivantes :

- par la conclusion de marchés subséquents pour le lot 1 ;
- par l'émission de bons de commande pour le lot 2.

En application des articles 2162-4 et suivants du Code de la commande publique, le présent accord-cadre est :

- **Multi-attributaire pour le lot 1**, avec un nombre maximum de quatre attributaires, sous réserve qu'un nombre suffisant d'offres déclarées recevable puisse atteindre le maximum de quatre titulaires, sans montant minimum et avec un maximum. Dans le cas où moins de 4 offres sont déclarées recevables, l'accord-cadre pourra être conclu avec trois ou deux titulaires ;
- **Mono-attributaire pour le lot 2**, sans montant minimum et avec un maximum.

■ **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Les responsables de service

3.2. Modalités de passation des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires retenus au stade de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Préalablement à la conclusion de chaque marché subséquent, une mise en concurrence est organisée entre les titulaires.

La mise en concurrence est effectuée par l'envoi d'une demande de chiffrage des prestations attendues. Cette demande comprend au minimum :

- Le type de scrutin ;

- Les caractéristiques du scrutin ;
- Le nombre d'électeurs ;
- Le nombre de collèges et le nombre d'électeurs par collège ;
- La date du scrutin ;
- Les interlocuteurs dans le cadre du scrutin ;
- La date limite de remise de l'offre.

Les titulaires sont consultés par mail et sont invités à transmettre leur offre dans un délai compris entre 10 et 15 jours ouvrés suivant la réception de la demande. Le délai exact sera fixé par le marché subséquent. Les jours ouvrés sont définis comme suit : du lundi au vendredi hors jours fériés. Le délai sera défini lors de l'envoi de la demande de chiffrage. Ce délai pourra être prolongé sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur. En raison de circonstances exceptionnelles ce délai pourra être réduit.

Les titulaires formulent leur réponse par mail sous la forme suivante :

- Un devis établi au regard des caractéristiques du scrutin et dans la limite du prix plafond tel que produit à la DPGF ;
- Un mémoire présentant le calendrier proposé et la méthodologie utilisée en fonction des caractéristiques du scrutin indiquées dans la demande.

Les titulaires sont tenus de répondre dans le délai mentionné ci-dessus. Les offres qui ne respecteront pas ce délai seront éliminées. Si, dès la phase de sollicitation initiale, un titulaire n'est pas en mesure d'effectuer la prestation, il en informe par écrit et sans délai le service émetteur de la demande. L'absence de réponse doit être motivée. En cas d'absence de motivation de non-réponse, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 8.1 du présent CCAP.

Le choix du titulaire du marché subséquent, s'effectue sur la base des critères énoncés ci-après :

Critère	Descriptif
Prix des prestations (40%)	
Valeur technique (60%)	Calendrier proposé en fonction des contraintes communiquées par le pouvoir adjudicateur (20%)
	Méthodologie proposée en fonction de l'enjeu du scrutin (40%)

Le Titulaire ayant été classé en 1ère position se verra attribuer la réalisation de la prestation et donc le marché subséquent.

■ Modalités de notification des marchés subséquents :

La notification du rejet des offres est établie par courriel.

L'acceptation de l'offre économiquement la plus avantageuse est établie par l'émission d'un bon de commande sur la base de l'offre remise par le titulaire retenu.

Le titulaire retenu n'est pas en droit de refuser d'assurer la prestation demandée.

Toutefois, en cas d'extrême urgence, si le titulaire retenu n'est pas en mesure d'exécuter la prestation, il en informe par écrit sans délai le service émetteur. L'établissement se réserve la possibilité de faire appel au titulaire classé en seconde, en troisième ou en quatrième position, le cas échéant.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du contrat, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- les pièces contractuelles de l'accord-cadre selon leur ordre et spécificités cités à l'article 2.1 du présent CCAP ;
- la lettre de consultation envoyée par chaque établissement ;
- l'offre transmise à la suite de la lettre de consultation ou à la demande de complément ;
- le bon de commande émis par l'établissement.

L'acheteur pourra mettre fin à tout moment à la procédure de passation d'un marché subséquent pour un

motif d'intérêt général.

■ **Cas de l'invalidation, de suspension ou de l'annulation d'un scrutin :**

En cas d'invalidation, de suspension ou d'annulation d'un scrutin, n'étant pas la conséquence d'une défaillance avérée du système de vote électronique (ex : absence de candidatures), les pouvoirs adjudicateurs ne procèdent pas à une nouvelle mise en concurrence. Le tarif de la reprise du scrutin sera fixé en fonction des conditions prévues au marché subséquent.

Dans le cas d'une invalidation ou d'une annulation de scrutin étant la conséquence de la défaillance avérée du système de vote électronique et donc de la responsabilité du titulaire, la tenue de la nouvelle élection est à la charge du titulaire défaillant.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Durée globale du contrat :**

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat, pour chacun des membres du groupement. Il peut être reconduit tacitement trois fois par période successive d'une (1) année sans pouvoir excéder quatre (4) ans.

Le titulaire du marché ne peut refuser la reconduction conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité de la période en cours, chacun des pouvoirs adjudicateurs des membres du groupement pourra ne pas reconduire l'accord-cadre. Cette décision sera formalisée par courrier recommandé avec accusé de réception adressé au titulaire avant l'échéance de la date de reconduction. Les titulaires restent cependant engagés jusqu'à la fin de la période en cours d'exécution, sans préjudice de leurs obligations dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre. Par ailleurs, ils restent engagés avec les membres du groupement n'ayant pas dénoncé le présent marché.

La non-reconduction ne saurait être considérée comme une résiliation et donner lieu au versement d'indemnités.

En tout état de cause, les parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées durant la période de validité de l'accord-cadre.

■ **Reconduction anticipée du contrat :**

Dans la perspective de l'atteinte imminente du montant maximum de la période en cours, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ **Prolongations des délais :**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

Les prix mentionnés dans la DPGF du lot 1 ont une valeur de prix plafond. Dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire pourra proposer une modification de la DPGF des prix plafond, à la baisse lorsque cela sera possible, en fonction du nombre d'électeurs. Il ne pourra pas proposer un prix supérieur à celui indiqué dans la DPGF de l'accord-cadre.

■ Variation des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de juillet 2025 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Ils seront fermes la première année d'exécution du marché, puis révisibles selon le barème du titulaire, tous les ans à la date anniversaire de la notification du présent marché. Tout ajustement des prix doit être soumis pour approbation au service en charge des marchés de chaque établissement un mois avant son entrée en vigueur. En l'absence d'acceptation expresse, les prestations sont réglées en référence aux derniers tarifs acceptés.

Il est du ressort du titulaire de demander la révision du prix en saisissant le Service de l'Achat par mail à achats@univ-lyon1.fr pour l'Université Claude Bernard Lyon 1, marchespublics@listes.univ-lyon2.fr pour l'Université Lyon 2, marchespublics@univ-lyon3.fr pour l'Université Jean Moulin Lyon 3. Sa demande doit inclure une proposition de nouveaux prix, y compris par une version tableur permettant l'appréciation des nouveaux tarifs.

Pour le lot 1, ce document doit indiquer pour chaque prix concerné, le prix plafond qui avait été notifié et le nouveau prix proposé.

Pour le lot 2, ce document doit indiquer pour chaque forfait, le nouveau prix proposé.

■ Clause de sauvegarde :

L'Université se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle DPGF lorsque l'augmentation est supérieure à 5 % l'an.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat sont exprimés en euros et comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000 € HT et le

délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est fixé à 20% (option A du CCAG-FCS) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Si le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une PME, le taux de l'avance est de 5%.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les modalités de présentations des demandes de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

Université Claude Bernard Lyon 1 :

Les demandes de paiement seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande SIFAC à indiquer impérativement ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les autoentrepreneurs relevant du régime fiscal de la microentreprise).

Université Jean Moulin Lyon 3 :

Présentation des demandes de paiement

Le règlement est consécutif à une présentation de factures dématérialisées établies obligatoirement sur la base de bons de commande émis par la DAJI.

Chaque facture ne doit concerner qu'un seul bon de commande.

L'absence d'une des mentions énoncées au présent article, et plus particulièrement la référence du marché, entraîne le renvoi de la facture en recommandée avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture.

Les modalités de présentation de la demande de paiement sont établies conformément à ce qui suit.

Il est en tout état de cause régi par le paiement sous trente jours, mentionné à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché UJM 2025-41 ;
- la référence du bon de commande, l'objet du bon de commande ;
- le nom et adresse du service émetteur de la commande ;
- les références du devis établi ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ou équivalent ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro de TVA intracommunautaire ;
- la date d'exécution des prestations (indiqué sur l'ordre de service ou en cas de silence sur le devis) ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- l'indication des prix figurant sur les DPGF ;
- des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les factures sont traitées par le Service Facturier de l'établissement :

Université Jean Moulin Lyon 3
Agence comptable
Service Facturier
1 avenue des Frères Lumière
BP 8242
69 355 LYON cedex 08

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

Le pouvoir adjudicateur ne règlera que les factures conformes aux dispositions du CCAP et ne comportant aucune modification manuelle.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Concernant le dépôt sur la plateforme Chorus Pro, deux données sont indispensables :

- Le numéro de SIRET de l'établissement ;
- Le numéro de bon de commande.

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>. Nous restons également à votre

disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique. Vous pouvez nous écrire à l'adresse suivante : balp.creation.fournisseurs@univ-lyon1.fr.

Les factures dématérialisées doivent être adressées à l'université en renseignant les informations suivantes :

Université Claude Bernard Lyon 1 Numéro de SIRET : 196 917 744 000 19 N° bon de commande : 45 + 8 chiffres	Université Lumière Lyon 2 Numéro SIRET : 196 917 751 0014 N° bon de commande : 45 + 8 chiffres Code service : 90007 Direction de l'Immobilier	Université Jean Moulin Lyon 3 Numéro de SIRET : 19 69 243 77 00019 N° bon de commande : 45 + 8 chiffres
---	---	--

Par ailleurs toute facture ne portant pas le numéro du marché, et ne faisant pas expressément référence à un bon de commande ou ne portant pas les renseignements exigés ci-dessus sera rejetée et retournée à son auteur, ce qui engendrera un retard de paiement. De plus, toutes factures envoyées sous format papier ou électronique qui n'auront pas fait l'objet d'un dépôt sur le portail CHORUS PRO ne seront pas prises en charge et vous seront systématiquement renvoyées.

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont mensuels et interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Remise des demandes de paiement :**

Pour l'Université Claude Bernard Lyon 1 :
Agence Comptable
43, Boulevard du 11 Novembre 1918
Villeurbanne
69622 VILLEURBANNE CEDEX
Courriel : dir.service.facturier@univ-lyon1.fr

Pour l'Université Lumière Lyon 2 :
Université Lumière Lyon 2
Agence comptable – pôle dépense
18 quai Claude Bernard
69365 Lyon Cedex 07

Pour l'Université Jean Moulin Lyon 3 :
Université Jean Moulin Lyon 3
Agence comptable
Service Facturier
1 avenue des Frères Lumière
CS 78242
69372 LYON cedex 08
Courriel : compta.fournisseurs@univ-lyon3.fr

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Dispositions générales :

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Il veillera à se conformer aux prescriptions en la matière précisées dans le CCTP.

Les parties conviennent expressément que l'ensemble des obligations mises à la charge du titulaire relève d'une obligation de résultat, même en cas de sous-traitance, dont seules les causes de force majeure seront susceptibles de l'exonérer.

■ Dispositions relatives au lot 1 :

L'accord-cadre a vocation à définir les termes généraux régissant la passation et l'exécution par les Bénéficiaires des marchés subséquents pour le lot 1 sur la période fixée à l'article 4 du présent document.

Le présent accord-cadre ne fixe pas avec précision l'objet des marchés subséquents et notamment pas :

- Le type de scrutin ;
- Les caractéristiques de chaque scrutin ;
- Le volume des électeurs ;
- les prix définitifs ;
- les délais d'exécution.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de cet accord-cadre, préciseront notamment le type de scrutin et les modalités d'organisation des réunions et formations (présentiel ou à distance).

La formation pourra être mutualisée en cas de scrutins simultanés pour un même pouvoir adjudicateur.

■ Constatation de l'exécution :

Les vérifications sont effectuées par le pouvoir adjudicateur de chaque membre du groupement à la remise des livrables prévus à l'article 4.1 du CCTP.

Par dérogation à l'article 27.4.3 du CCAG-PI, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose de **3 jours** pour effectuer de nouvelles prestations. Les frais, engendrés par des prestations refusées par le pouvoir adjudicateur, s'effectueront aux frais du titulaire

6.2. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le titulaire s'engage à adopter une démarche écoresponsable et à réduire l'empreinte environnementale de ses prestations numériques.

À ce titre, il devra notamment :

- Optimiser l'efficacité énergétique de la solution proposée (infrastructure technique, hébergement, protocoles de sécurité, etc.) ;
- Privilégier un hébergement dans des centres de données certifiés (ex. ISO 14001, ISO 50001, ou équivalent) et localisés de préférence dans l'Union européenne ;
- Réduire au maximum les volumes de données traitées, stockées et transmises (ex. : compression des fichiers, limitation des logs inutiles) ;
- Concevoir des interfaces accessibles, sobres et compatibles avec des équipements aux performances limitées, afin de limiter la consommation énergétique côté utilisateur ;
- Fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, des informations sur les impacts environnementaux de la solution (ex. consommation énergétique, indicateurs de performance environnementale, etc.).

6.3. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix dans les conditions suivantes : En cas de pandémie ou de constatation d'une forte évolution des prix des matières premières impactant directement l'exécution du présent marché, les parties conviennent de réviser les prix en complément des stipulations de l'article 11.2 « Variation des prix » au présent CCP. S'il y a un retour à une situation normale, alors le titulaire devra procéder à une nouvelle révision des prix. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

La nécessité de transmettre les justificatifs comptables de l'augmentation des coûts des charges du titulaire

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces

modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

■ **Dématérialisation du suivi FCS :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur PLACE. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute

personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS et du CCAG-PI, le montant des pénalités est le suivant :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard de 500€ HT par jour ouvré pour le lot 1 et 150€ HT par jour ouvré pour le lot 2.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Intégration des listes électorales dans un délai de 24 heures	100€ HT par heure de retard
Ultimes modifications des listes électorales avant scrutin dans un délai de 4 heures	500€ HT par heure de retard
Intégration des candidatures dans un délai de 24 heures	100€ HT par heure de retard
Ultimes modifications sur les candidatures dans un délai de 4 heures	500€ HT par heure de retard
Indisponibilité ou disponibilité partielle de la plateforme en cours de scrutin	1 000€ HT par heure de retard
Pénalité pour absence de réponse à un marché subséquent (hors force majeur) lot 1	800€ HT par marché subséquent
Pénalités en cas de désistement après notification du marché subséquent lot 1	1500€ HT par marché subséquent

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement des différends :

En cas de différends, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est :

Comité Consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de LYON (CCIRA)

1 Boulevard Vivier Merle - 69443 Lyon Cedex 03,

Tél : 04.78.37.21.40

Mail : ara.ccira@dreets.gouv.fr <mailto:ara.ccira@direccte.gouv.fr>

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon Cedex
Téléphone : 04 87 63 50 00
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 87 63 52 50
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)

[CCAG Prestations Intellectuelles du 30 mars 2021](#)